

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 15 OCTOBRE 2001 RELATIVE A LA
FORMATION SYNDICALE**

La présente convention est conclue en exécution de l'accord sectoriel du 21 mars 2001.

I. CHAMP D'APPLICATION

Article 1^{er} La présente convention est d'application aux entreprises relevant de la Commission Paritaire de l'Industrie Sidérurgique (CP n°104) et aux travailleurs et travailleuses qui sont liés à ces entreprises par un contrat de travail d'ouvrier.

II. OBJET

Article 2 La présente convention détermine les conditions et les modalités selon lesquelles les représentants des travailleurs aux organes de représentation fonctionnant au niveau des entreprises peuvent bénéficier d'un droit d'absence en vue de participer à des activités de formation syndicale.

Elle fixe les allocations à verser par le Comité de la Sidérurgie Belge aux organisations syndicales en vue du financement de la formation syndicale.

III. TRAVAILLEURS BENEFICIAIRES DU DROIT D'ABSENCE

Article 3 Peuvent bénéficier du droit d'absence pour formation syndicale :

- a) les délégués syndicaux et leurs suppléants, élus ou désignés en conformité avec les dispositions de la convention réglant le statut de la délégation syndicale du personnel ouvrier ;
- b) les représentants du personnel au conseil d'entreprise et leurs suppléants ;
- c) les représentants du personnel au comité pour la prévention et la protection au travail et leurs suppléants.

A titre exceptionnel, des travailleurs n'ayant aucune des qualités énumérées à l'alinéa précédent, peuvent également bénéficier d'un droit d'absence. Tel est notamment le cas des travailleurs qui ont déjà été présentés comme candidats aux élections pour les différents organes de représentation ou dont les organisations syndicales ont l'intention de proposer la candidature aux prochaines élections.

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR.	
16 -10- 2001	31 -01- 2002	N° 60.874	60 104

IV. CONDITIONS RELATIVES AUX ACTIVITES DE FORMATION SYNDICALE

Article 4 Le droit d'absence est accordé exclusivement pour la participation à des cours ou séminaires :

- organisés par les confédérations syndicales interprofessionnelles, leurs centrales professionnelles, les fédérations régionales de ces confédérations ou de ces centrales ;
- et visant au perfectionnement des connaissances économiques, sociales et techniques, dont les bénéficiaires pourront tirer profit dans leur rôle de représentants des travailleurs.

V. MODALITES D'EXECUTION DU DROIT D'ABSENCE

Article 5 Chaque entreprise met à la disposition de l'ensemble des bénéficiaires visés à l'article 3 un crédit annuel global d'absence pour formation syndicale, déterminé selon la formule ci-après : nombre de mandats ouvriers effectifs au comité pour la prévention et la protection au travail, multiplié par trois, ce résultat étant lui-même multiplié par 2,5 jours.

Le crédit dont question à l'alinéa précédent est fixé une fois pour toutes après chaque renouvellement du comité pour la prévention et la protection au travail.

Le crédit annuel global porte sur la période allant du 15 septembre d'une année au 30 juin de l'année suivante. Il doit être utilisé pendant cette période, un report limité d'une période annuelle à une suivante pouvant toutefois être envisagé moyennant des justifications adéquates.

Article 6 Le crédit global d'absence pour formation syndicale est réparti au niveau de chaque entreprise entre les différentes organisations syndicales, au prorata de leur représentation moyenne dans les différents organes visés dans la présente convention.

Cette répartition ainsi que toute modification de celle-ci sont communiquées sans délai au chef d'entreprise.

Article 7 Les absences pour formation syndicale des délégués syndicaux libérés de tout travail professionnel ne sont pas imputées sur le crédit global dont question à l'article 5, pour autant que le délégué absent pour ce motif ne soit pas remplacé, avec libération complète du travail professionnel, par un autre délégué qui ne bénéficie normalement pas de ce régime.

Dans les cas particuliers où le remplacement s'avère indispensable, il peut être dérogé à ce principe en accord avec le chef d'entreprise ou son préposé.

Article 8 En vue de l'utilisation du droit d'absence par un des bénéficiaires visés à l'article 3, l'organisation syndicale nationale qui a présenté la candidature de celui-ci ou le responsable régional de cette organisation introduit une demande auprès du chef d'entreprise ou de la direction du personnel.

9

14

D 1

Cette demande doit être transmise le plus tôt possible mais au moins ~~15~~ jours avant le début des cours ou séminaires auxquels le bénéficiaire souhaiterait participer.

Elle est accompagnée de la communication des programmes succincts et des horaires des cours et indique notamment de manière précise toutes les journées pour lesquelles l'utilisation du droit d'absence est demandée.

Article 9 Le chef d'entreprise peut attirer l'attention de l'organisation syndicale demanderesse sur le fait que la période choisie pour la participation à une activité de formation syndicale perturbe de manière significative l'organisation du travail et l'activité de l'entreprise. Dans ce cas le chef d'entreprise et l'organisation syndicale demanderesse recherchent ensemble les moyens à mettre en œuvre pour pallier à cet inconvénient.

En cas de désaccord persistant à ce sujet entre le chef d'entreprise et l'organisation syndicale demanderesse, celle-ci peut faire appel au Comité de la Sidérurgie Belge qui apportera ses bons offices pour régler le différend.

Article 10 Afin de ne pas perturber l'organisation du travail, les organisations syndicales veillent, si nécessaire par une concertation entre-elles, à ne pas demander l'utilisation simultanée du droit d'absence pour plusieurs bénéficiaires appartenant au même service.

VI. INDEMNISATION DES ABSENCES POUR FORMATION SYNDICALE

Article 11 Les absences pour formation syndicale, autorisées dans le cadre de la présente convention, ne peuvent entraîner pour les bénéficiaires une perte de rémunération et d'avantages sociaux.

En vue de permettre à l'organisation syndicale intéressée de compenser la perte de revenu, l'entreprise lui renseigne le salaire net que l'ouvrier en formation aurait perçu s'il ne s'était pas absenté.

L'absence est assimilée à du travail effectif, y compris pour l'octroi du droit aux repos compensatoires pour réduction de la durée du travail. En conséquence, l'entreprise fait l'avance des cotisations de sécurité sociale et autres charges sociales ainsi que du précompte social et fiscal.

Elle adresse à l'organisation syndicale qui a demandé l'absence en cause, l'état des avances, ventilées par bénéficiaire.

L'organisation syndicale rembourse ou fait rembourser à l'entreprise, les avances consenties conformément au présent article.

VII. FINANCEMENT DE LA FORMATION SYNDICALE

Article 12 En vue de faciliter aux organisations syndicales la couverture des charges résultant de la mise sur pied des cours de formation syndicale ainsi que de l'indemnisation des absences, le Comité de la Sidérurgie Belge transfère à un compte intersyndical, un montant correspondant à 0,100 % des salaires bruts déclarés à l'ONSS, qui lui est versé par les entreprises relevant de la CP n° 104.

VIII. DISPOSITIONS FINALES

Article 13 La présente convention, qui détermine de façon définitive, pour application dans toutes les entreprises relevant de la CP n° 104, les différents aspects liés à l'objet défini à l'article 2, entre en vigueur le 01.04.2001.

Article 14 La présente convention est conclue pour une durée indéterminée ; elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de six mois, notifié par pli recommandé adressé au Président de la Commission Paritaire de l'Industrie Sidérurgique (CP n° 104).

L'organisation qui prendra l'initiative de la dénonciation s'engage à en indiquer les motifs et à déposer simultanément les propositions d'amendements que les autres organisations signataires s'engagent à discuter dans le délai d'un mois de leur réception.

9

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 15 OKTOBER 2001 BETREFFENDE DE
SYNDICALE OPLEIDING**

Onderhavige overeenkomst is afgesloten in uitvoering van het sectoraal akkoord van 21 maart 2001.

I. TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 1 Onderhavige overeenkomst is van toepassing op de ondernemingen die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Comité van de IJzernijverheid (PC nr 104) en op de werknemers en werkneemsters die door een arbeidsovereenkomst voor arbeider aan deze ondernemingen gebonden zijn.

II. ONDERWERP

Artikel 2 Bij deze overeenkomst worden de voorwaarden en de modaliteiten bepaald volgens dewelke de vertegenwoordigers van de werknemers in de op het vlak van de ondernemingen bestaande vertegenwoordigingsorganen van een recht om afwezig te zijn kunnen genieten, teneinde deel te nemen aan activiteiten van syndicale opleiding.

Bij deze overeenkomst worden ook de toelagen vastgelegd die door het Belgisch IJzer- en Staalcomité aan de vakverenigingen gestort worden voor de financiering van de syndicale opleiding.

III. WERKNEMERS DIE VAN HET RECHT OM AFWEZIG TE ZIJN GENIETEN

Artikel 3 Kunnen genieten van het recht om afwezig te zijn voor syndicale opleiding :

- a) de syndicale afgevaardigden en hun plaatsvervangers gekozen of aangeduid overeenkomstig de bepalingen van de overeenkomst betreffende het statuut van de syndicale afvaardigingen van het arbeiderspersoneel;
- b) de vertegenwoordigers van het personeel in de ondernemingsraad en hun plaatsvervangers;
- c) de vertegenwoordigers van het personeel in het comité voor preventie en bescherming op het werk en hun plaatsvervangers.

Bij wijze van uitzondering kunnen werknemers die geen van de bij vorig lid vermelde hoedanigheden bezitten, ook genieten van een recht om afwezig te zijn. Dit is namelijk het geval voor de werknemers die reeds voorgesteld zijn als kandidaat bij de verkiezingen voor de verscheidene vertegenwoordigingsorganen of die de vakorganisaties zich voornemen als kandidaat bij de eerstkomende verkiezingen voor te stellen.

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.
16 -10- 2001	31 -01- 2002
	NR. 60.874/60/104

IV. VOORWAARDEN AANGAANDE DE ACTIVITEITEN VAN SYNDICALE OPLEIDING

Artikel 4 Het recht om afwezig te zijn wordt uitsluitend verleend om deel te nemen aan cursussen of seminaries :

- georganiseerd door de interprofessionele vakverbonden, hun beroepscentrales, de gewestelijke federaties van deze vakverbonden of van deze centrales;
- en gericht op de vervolmaking van de economische, sociale en technische kennis, waarvan de deelnemers voordeel zullen kunnen trekken in hun rol van vertegenwoordigers van de werknemers.

V. UITVOERINGSMODALITEITEN VAN HET RECHT OM AFWEZIG TE ZIJN

Artikel 5 Iedere onderneming houdt ter beschikking van het geheel van de bij artikel 3 bedoelde rechthebbenden een globaal jaarlijks krediet van afwezigheid voor syndicale opleiding, dat bepaald wordt volgens de volgende formule : aantal effectieve arbeidersmandaten bij het comité voor preventie en bescherming op het werk, vermenigvuldigd met drie, dit totaal vermenigvuldigd met 2,5 dagen.

Het krediet waarvan sprake bij vorig lid wordt eens en voor altijd vastgelegd na elke vernieuwing van het comité voor preventie en bescherming op het werk.

Het globaal jaarlijks krediet heeft betrekking op de periode die loopt vanaf 15 september van een jaar tot 30 juni van het volgende jaar. Het moet gedurende deze periode gebruikt worden; een beperkt overbrengen van dit krediet tot een volgende jaarlijkse periode mag eventueel gebeuren op voorwaarde dat rechtvaardigingen kunnen gegeven worden.

Artikel 6 Het globaal afwezigheidskrediet voor syndicale opleiding wordt op het vlak van iedere onderneming tussen de verschillende vakverenigingen verdeeld, naar rato van hun gemiddelde vertegenwoordiging in de in deze overeenkomst beoogde verschillende organen.

Deze verdeling alsmede elke wijziging ervan worden dadelijk aan het ondernemingshoofd medegedeeld.

Artikel 7 De afwezigheden voor syndicale opleiding van de van alle beroepswerkzaamheden vrijgestelde syndicale afgevaardigden worden niet afgetrokken van het globaal krediet waarvan sprake bij artikel 5, voor zover de om deze reden afwezige afgevaardigde niet vervangen wordt, met volle vrijstelling van alle beroepswerkzaamheden, door een andere afgevaardigde die normaal niet van dit regime geniet.

In de bijzondere gevallen waar de vervanging noodzakelijk blijkt te zijn mag er, in akkoord met het ondernemingshoofd of zijn aangestelde, van dit beginsel afgeweken worden.

Artikel 8 Opdat een van de bij artikel 3 beoogde rechthebbenden van het recht om afwezig te zijn zou kunnen gebruik maken, dient de nationale vakvereniging die de kandidatuur van deze voorgesteld heeft, ofwel de gewestelijke verantwoordelijke van deze organisatie, een aanvraag in bij het ondernemingshoofd of bij de directie van het personeel.

Deze aanvraag moet zo vroeg mogelijk, maar ten minste veertien dagen voor het begin van de cursussen of seminaries waaraan de rechthebbende zou wensen deel te nemen, ingediend worden.

De mededeling van de beknopte programma's der cursussen en de lesroosters worden bij de aanvraag gevoegd; al de dagen waarvoor het gebruik van het afwezigheidsrecht gevraagd wordt, worden er namelijk precies in aangeduid.

Artikel 9 Het ondernemingshoofd kan de aandacht van de vakvereniging die de aanvraag ingediend heeft trekken op het feit dat de periode die gekozen werd om aan een activiteit van syndicale opleiding deel te nemen, de arbeidsorganisatie en de werkzaamheden van de onderneming op een belangrijke wijze stoort. In dit geval zullen het ondernemingshoofd en de betrokken vakvereniging samen de in het werk te stellen middelen onderzoeken om dit bezwaar op te vangen.

Wanneer er onenigheid daarover tussen het ondernemingshoofd en de betrokken vakvereniging blijft bestaan, kan deze beroep doen op het Belgisch IJzer- en Staalcomité dat bemiddelend zal optreden om dit geschil op te lossen.

Artikel 10 Teneinde de arbeidsorganisatie niet te storen, zullen de vakverenigingen ervoor zorgen, zo nodig via onderling overleg, het gelijktijdige gebruik van het afwezigheidsrecht voor verscheidene tot dezelfde dienst behorende rechthebbenden niet te vragen.

VI. BETALING VAN DE AFWEZIGHEDEN VOOR SYNDICALE OPLEIDING

Artikel 11 De afwezigheden voor syndicale opleiding, die in het raam van deze overeenkomst gerechtvaardigd zijn, mogen geen loonderving en geen verlies van sociale voordelen voor de rechthebbenden meebrengen.

Teneinde de betrokken vakvereniging in staat te stellen het inkomstenverlies te compenseren, deelt de onderneming haar het netto loon mede dat de in opleiding zijnde arbeider zou getrokken hebben indien hij niet afwezig was geweest.

De afwezigheid wordt met werkelijk verrichte arbeid gelijkgesteld, ook voor het toekennen van het recht op compensatierust voor vermindering van de arbeidsduur. De onderneming schiet dus de bijdragen aan de sociale zekerheid en andere sociale lasten, alsmede de sociale en fiscale voorheffing, voor.

Ze deelt aan de vakvereniging die de afwezigheid gevraagd heeft, de staat van de voorschotten, door rechthebbende verdeeld, mee.

De vakvereniging betaalt de voorschotten die overeenkomstig dit artikel gegeven werden terug, of laat deze terugbetalen.

VII. FINANCIERING VAN DE SYNDICALE OPLEIDING

Artikel 12 Teneinde de vakverenigingen in staat te stellen de lasten welke uit de organisatie van cursussen van syndicale opleiding en uit de betaling van de afwezigheden voortvloeien te dekken, stort het Belgisch IJzer- en Staalcomité op een intersyndicale rekening een bedrag dat overeenstemt met 0,100 % van de bij de RSZ aangegeven brutolonen en dat hem overgemaakt wordt door de ondernemingen die onder het PC nr 104 ressorteren.

VIII. SLOTBEPALINGEN

Artikel 13 Deze overeenkomst, waarin de verschillende aspecten gebonden aan het bij artikel 2 vermeld onderwerp definitief bepaald worden voor toepassing in alle ondernemingen die onder het PC nr 104 ressorteren, treedt in werking ~~op 21 april 1972, uitgezonderd voor artikel 12, alinea 2, dat in werking treedt vanaf 01.04.2001.~~ v.)

Artikel 14 Deze overeenkomst wordt voor een onbepaalde duur gesloten; ze kan door elke partij opgezegd worden met een opzeggingstermijn van zes maanden, per aangetekend schrijven betekend aan de Voorzitter van het Paritair Comité van de IJzernijverheid (PC nr 104)

De organisatie die daartoe het initiatief neemt, verbindt zich ertoe de redenen van haar opzegging bekend te maken en gelijktijdig amendementsvoorstellen in te dienen; de andere ondertekenende organisaties gaan de verbintenis aan deze voorstellen binnen de termijn van een maand na ontvangst te bespreken.
